

## "Benelux nous menace-t-il d'une portugalisation ?" dans Le Phare Dimanche (29 mai 1949)

**Légende:** Le 29 mai 1949, fustigeant les effets économiques pervers du Benelux, l'hebdomadaire bruxellois Le Phare Dimanche met en garde ses lecteurs contre la concurrence industrielle néerlandaise et s'interroge sur l'opportunité d'appliquer intégralement l'accord Benelux.

**Source:** Le Phare Dimanche. Hebdomadaire indépendant de Bruxelles & du monde. dir. de publ. Fontaine, Pierre. 29.05.1949, n° 178; 4e année. Bruxelles: Le Phare. "Benelux nous menace-t-il d'une portugalisation ?", auteur:F.L.D. , p. 1; 8.

**Copyright:** (c) Le Phare Dimanche

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/"benelux\\_nous\\_menace\\_t\\_il\\_d\\_une\\_portugalisation\\_"\\_dans\\_le\\_phare\\_dimanche\\_29\\_mai\\_1949-fr-aa9ec162-9811-4034-9192-722ed13a47c9.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 14/05/2013

## Bénélux nous menace-t-il d'une portugalisation ?

Les cris d'alarme que nous jetons depuis plus d'un an concernant Benelux sont actuellement repris par plusieurs journaux.

Est-ce à dire que nous étions les seuls à avoir vu juste ou que, pour certaines raisons, nous seuls, jusqu'à ces dernières semaines, nous avons osé écrire ce que chacun pensait.

Quoi qu'il en soit, l'opinion publique fait preuve d'un revirement que les mots d'ordre officiels n'arrêteront pas.

Et c'était fatal.

Que Benelux soit un bien à longue échéance et qu'en tout cas cette union de trois nations relativement petites constitue pour l'ensemble de l'Europe, d'abord, et peut-être pour le monde, ensuite, un test dont on suit de partout avec attention les étapes, nous le comprenons fort bien.

Que ce test nous ait été plus ou moins imposé par les circonstances, sinon par des influences auxquelles il nous eût été difficile de résister, est le secret de polichinelle.

Mais ce test, puisque test il y a, mérite tout de même d'être examiné d'un peu près, sans devoir accepter comme argent comptant les affirmations optimistes.

Or, à l'analyse, il appert que dans cette union, ou plus exactement dans ce projet d'union — car nous n'en sommes encore qu'au projet — c'est nous seuls qui faisons les frais.

Entendons par là que, dans les conversations à trois, la Belgique et le Luxembourg sont toujours priés de jeter du lest, tandis que nos voisins du Nord discutent à perte de journées et n'abandonnent rien qui pourrait être contraire à leurs seuls intérêts, au mépris de l'esprit même de l'union.

Et ceci n'est pas une affirmation gratuite.

La preuve en est dans le mécontentement, non d'industriels isolés, si nombreux soient-ils, mais de groupements professionnels réunissant la majorité de nos industriels.

Expliquons-nous.

Il n'y a guère, quatorze groupements fédératifs ont menacé la Fédération des Industries Belges d'une dissidence qui n'a été héritée que de justesse.

Certes, la F. I. B. a pris la chose — officiellement du moins — assez légèrement, en disant à qui voulait l'entendre : « On n'abandonne pas ainsi la F. I. B. » Ou encore : « Il n'est pas si facile de créer une dissidence! »

Tout cela, c'était la façade.

La vérité, c'est que la F. I. B. a senti la nécessité urgente de jeter du lest et de faire comprendre à certains secteurs favorisés qu'il y aurait peut-être lieu de prendre en considération les griefs d'une fraction nombreuse d'industriels.

Et pourquoi cette dissidence menaçait-elle de se produire ?

Parce que ces quatorze groupements étaient victimes :

Ou d'un manque de compréhension de la part des Hollandais dans l'élaboration des accords préliminaires à

l'union ;

Ou d'une application défectueuse des accords signés ;

Ou encore d'une indifférence totale vis-à-vis de ces accords, indifférence aboutissant à exporter chez nous n'importe quelles quantités de marchandises théoriquement soumises à des maxima.

Sans doute, il sera facile à certains de dire que si les Hollandais peuvent trouver chez nous des débouchés, c'est que leurs prix sont inférieurs ou que la qualité de leurs produits est supérieure.

La remarque est simpliste.

Nous avons exposé et développé dans ce journal que si les Hollandais peuvent pratiquer des prix inférieurs aux nôtres c'est dû à plusieurs raisons.

Primo : le gouvernement hollandais subsidie directement ou « indirectement » les industries.

Secundo : les salaires outre-Moerdijk sont inférieurs à ceux payés ici.

Tertio : les charges sociales sont bien moins lourdes.

Voilà pour les prix.

Quant à la qualité faisons nos réserves. Dans beaucoup de domaines il est inexact de dire que la qualité hollandaise soit supérieure.

Pour les cigares, notamment, s'il est de bon ton d'apprécier certaines marques hollandaises, c'est dû principalement à un certain snobisme, à moins que ce ne soit le résultat d'une publicité particulièrement adroite.

De même pour les papiers et les cartons, notamment les cartons-paille.

De même pour la confection dames! ... Or, chacun sait que la Hollande est bien placée pour faire autorité en la matière!

De même pour de multiples autres produits.

Seulement, les Hollandais, il faut bien le dire, ont trois siècles d'avance sur nous en fait de commerce international.

De plus, et c'est le point crucial, les accords de Benelux prévoyaient un certain statu quo.

Or, précisément, depuis ces accords, les Hollandais s'industrialisent à outrance.

Faut-il citer les dix-neuf usines surgies du sol dans la province de Groeningen, lesquelles ont mis les Pays-Bas au premier rang des nations exportatrices de carton-paille?

Faut-il signaler le développement intense des usines métallurgiques d'Ymuyden et d'Utrecht, qui placent même nos métallurgistes dans une situation difficile pour leurs exportations outre-Moerdijk?

Devons-nous insister sur les constructions fluviales qui se sont développées de telle façon que tout le trafic rhénan est accaparé par nos voisins au détriment de nos armateurs ?

Nous pourrions multiplier les exemples. Tant et si bien que, par suite de cette industrialisation, nos nationaux se trouvent en face d'une production obtenue avec des moyens ultra-modernes, contre laquelle ils

devront réagir s'ils ne veulent pas être écartés des échanges mondiaux.

Or, ne l'oublions pas, c'est avec nos deniers que cette industrialisation est faite en grande partie.

Non, vraiment, cela ne peut continuer, si nous ne voulons pas tomber vis-à-vis des Pays-Bas dans une vassalisation insupportable.

Voilà le résultat de Benelux.

Nombre de nos industriels avaient pourtant vu clair, mais on ne les écoute point.

Il faudra bien que leur voix soit enfin entendue.

Répétons que les Hollandais ont une avance sérieuse sur nous en fait d'expérience commerciale. Il ne faut pas que cette avance ou cette expérience se traduise toujours par une victoire de nos voisins.

Au surplus, nous parlons de victoire avec un peu d'amertume, car si dès avant l'union il règne une telle atmosphère, que sera-ce après que cette union sera effective?

Pourtant, c'est bien de victoires et de défaites qu'il s'agit.

Dans cette expérience, nous voudrions ne pas être toujours les cobayes et, à notre tour, tenir de temps en temps le bistouri.

Pour mieux illustrer le problème, reprenons quelques cas concrets que nous avons d'ailleurs déjà exposés.

En règle générale, la Belgique et le Luxembourg exportent vers la Hollande une majorité de matières premières dont notre voisin a le besoin le plus urgent.

Ces matières premières n'ont pas nécessité chez nous de main-d'œuvre et en tout cas pas de main-d'œuvre spécialisée.

Quant aux produits « finis » ou de consommation, même s'ils sont prévus aux accords, nous ne pouvons les exporter, le gouvernement hollandais refusant les devises à cette fin.

Par contre, la Hollande exporte chez nous des produits « finis » qui concurrencent dangereusement nos propres industries.

Ces deux éléments provoquent chez nous un chômage qui ne va que croissant.

Nous avons dit que le gouvernement belge, sentant le danger, avait remis certains produits sous le régime des licences.

Néanmoins, on continue à importer des cigares, des robes, des livres, des papiers, etc., dont nous n'avons nul besoin puisque nos propres industries dans ces secteurs sont menacées de chômage.

Oh! sans doute, on nous dira que les quantités importées sont minimales par rapport à nos besoins.

Voilà justement ce qui est faux.

Car supposons la production d'un produit déterminé représentée par la cote 100.

Si la consommation de ce produit est également 100, il y a équilibre et l'industrie peut se défendre.

Si, à cette production de 100, on ajoute une importation, fût-ce de 10, ce qui semble peu important, il y aura

une sur-offre qui entraînera inmanquablement la chute des prix, d'abord : une réduction de la demande par l'attente d'une chute plus forte, ensuite ; d'où une réduction de la production et, partant, une menace de chômage due au déséquilibre.

Admettons pourtant que certains intérêts particuliers doivent céder le pas à l'intérêt général.

Cela c'est le thème officiel.

Mais justement, le nombre d'industriels belges mécontents est tel qu'il ne s'agit plus d'intérêts particuliers.

Et à la veille de la période de pré-union qui entrera en vigueur le 1er juillet, il nous paraît IN-DIS-PEN-SABLE de bien peser les modalités d'application de l'accord.

D'autant plus indispensable que si l'on s'en réfère aux rapports de nombreux conseils d'administration les perspectives sont des plus sombres.

Il ne faudrait tout de même pas que, pour défendre une idée née dans l'euphorie de la victoire, nous nous placions dans une situation qui, à plus ou moins brève échéance, soit susceptible de provoquer une réaction semblable à celle connue par nos pères il y a un peu plus d'un siècle.

F. L. D.